

B. GAMET
PR. BONNEFOND
MRE-CD

août 1984

M A L I

*diffusion
restreinte*

La situation économique du Mali reste caractérisée en 1983 par la poursuite de l'effort de redressement économique et financier engagé en 1981, avec l'appui du F.M.I. Un premier accord de confirmation (mai 1982 - mai 1983) a été mené à bien, et un nouvel accord a été signé en novembre 1983, pour une période de dix huit mois. Cependant, si des résultats substantiels ont été obtenus depuis 1981 dans le domaine des finances publiques, quatre problèmes domineront encore la vie économique et financière en 1984.

- Le fonctionnement des circuits de commercialisation après restructuration du marché céréalier (libéralisation du commerce) et la mise en oeuvre d'une stratégie alimentaire.
- La restructuration du secteur d'Etat.
- L'accroissement du service de la dette.
- L'intégration du Mali dans l'UMOA.

Parallèlement à l'amélioration des finances publiques on constate un progrès au niveau économique. Les chiffres provisoires permettent d'estimer l'augmentation du P.I.B. en 1983 à 2 % en volume. La part de l'agriculture augmente (29 % du P.I.B. en 1983 contre 25,4 % en 1979), l'industrie reste à un niveau modeste (12 % en 83) et le secteur tertiaire est prépondérant (59 %).

1. LE SECTEUR RURAL

85 % de la population malienne s'adonne à l'agriculture. Celle-ci a beaucoup souffert (en particulier dans la zone sahélienne) de la sécheresse qui sévit depuis plus de 10 ans. La très faible pluviométrie s'est accompagnée d'une baisse régulière du niveau des fleuves et d'un épuisement progressif de la nappe phréatique. Dans ces conditions on assiste à un processus de désertification, à un reflux des populations mauritaniennes (encore plus touchées) vers le Mali et à une détérioration de la santé humaine (en particulier les enfants).

5 MARS 1985

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 17.079ex1

Cote : B

30 B17.079ex1

1.1. Les cultures

La dernière campagne agricole (83/84) a elle aussi connu un déficit pluviométrique les pluies s'étant arrêtées trop tôt en septembre 1983. Cela a eu pour conséquence une nouvelle baisse de la production de mil, sorgho et maïs qui avec environ 800 000 t se situe à - 11 % par rapport à la campagne précédente (83-84/81-82 : - 14 % ; 83-84/79-80 : - 20 %). La production d'arachide (autoconsommation et confiserie) a elle aussi continué à baisser comme elle le fait depuis plusieurs années (20 000 t soit - 59 % par rapport à 82/83). Cependant la production de riz a légèrement augmenté, + 5 % avec 141 000 t de paddy. Enfin le coton qui est la principale culture de rente (1^o producteur d'Afrique de l'Ouest francophone) a également progressé (+ 8 % avec 138 200 t de coton-graine) grâce en particulier à un rendement record de 1 273 kg/ha (+ 3 %) ; cette augmentation de la production accompagnée d'une hausse du prix d'achat au producteur a permis d'accroître les revenus distribués aux paysans (81/82 : 12,5 Mds FM ; 82/83 : 16,6 Mds ; 83/84 : 22,4) ; la croissance de la valeur des exportations de coton en 1983 a bénéficié par ailleurs d'une hausse des cours mondiaux (ceux-ci seraient plutôt à la baisse maintenant).

Au niveau des cultures irriguées l'Office du Niger bénéficie de l'aide extérieure mais aussi de subventions maliennes (750 M FM en 1983) pour la mise en valeur de 40 000 ha dont 37 000 en riz (60 % de la production nationale) et 3 000 en canne à sucre. On peut signaler également la mise en service du barrage de Selingué qui devrait permettre l'amélioration de la culture sur 60 000 ha.

La chute de la production du fait de la sécheresse a eu pour conséquence une augmentation du déficit céréalier ces dernières années (estimations) : 80/81 75 000 t, 81/82 74 000 t, 82/83 148 000 t et 83/84 150 000 t. Un programme spécial de stockage a été mis en place en 1984 pour pallier à cette insuffisance céréalière. Par ailleurs les importations de céréales ont augmentées passant de (dons exclus) 23 240 t en 1982 à 77 128 t en 1983 pour combler partiellement ce déficit ; l'aide alimentaire a quant à elle très fortement augmenté depuis 4 ans passant de 3,5 Mds FM en 1980 à 22,3 en 1983.

1.2. L'élevage

La sécheresse a entraîné la disparition du pâturage donc des bêtes. Le cheptel a été fortement touché en 1983 et 1984 et on estimait en novembre 83 que pour un troupeau de 6,6 M de bovins et 12,4 M d'ovins et de caprins le déficit fourrager dépassait 30 % des besoins. Cela a eu pour conséquence une descente du bétail dans le sud et un surpâturage dans cette région. Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'élevage représente 50 % du P.I.B. agricole et que les exportations en ce domaine sont très importantes et progressent d'année en année.

1.3. La pêche

La pêche est pratiquée dans la boucle du Niger (delta central) et dans ses affluents et elle intéresse 100 000 personnes, 60 % étant des pêcheurs et le reste assurant la transformation et le transport. La production moyenne annuelle est de l'ordre de 100 000 t (baisse due à la sécheresse) dont 20 000 t sont exportées (vers le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Haute-Volta).

La pêche représente 2 % du P.I.B. La production est fumée à 65 % et séchée à 35 % et elle fournit le tiers des protéines animales consommées par les Maliens.

2. LE SECTEUR MINIER ET INDUSTRIEL

2.1. Les mines

Les ressources du sous-sol sont importantes (fer, manganèse, phosphate), mais difficilement exportables, compte-tenu des conditions actuelles de rentabilité. Seul l'or pourra constituer, dans les années à venir, une source de recettes d'exportation importante. Ainsi, dès 1985, le Mali pourrait produire 4,5 tonnes d'or par an, ce qui permettrait d'améliorer le taux de couverture de la balance des paiements.

En dehors du début d'extraction d'or (et d'argent) actuellement ne sont exploités que des salines (3 000 t/an) et des phosphates (20 000 t/an, usage local).

2.2. L'industrie

Le secteur industriel n'emploie que 4,8 % de la population active. Il est composé d'une trentaine d'usines. Malgré son état embryonnaire ce secteur progresse ; il est composé essentiellement d'agro-industries orientées vers la satisfaction des besoins nationaux (secteur alimentaire et industries (textiles) ; l'essentiel de ce secteur est concentré à Bamako. Cette industrie est fragile et elle subit les contrecoups de la sécheresse ; elle a été touchée par la baisse de la production de coton et de sucre en 1981/82, son chiffre d'affaires a stagné en 1982. Un programme de planification industrielle a été élaboré auquel les Etats-Unis apportent leur aide (436 M FM). La mise en route d'une unité de fabrication de produits pharmaceutiques a eu lieu récemment.

Le grand problème structurel de l'économie malienne demeure celui de l'organisation et du fonctionnement des sociétés d'Etat, qui représentent un poids important dans les activités productives du pays (20 % de l'emploi et de la production nationale, plus de 20 % des recettes budgétaires et presque la moitié des exportations).

3. LA REORGANISATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

La restructuration des sociétés d'Etat est à l'ordre du jour, au Mali, depuis 1979, sous la pression de la Banque Mondiale. Cette restructuration rencontre cependant une forte opposition politique, en raison du caractère drastique des mesures qui s'imposent. En 1982, les principales sociétés d'Etat ont enregistré un déficit d'exploitation de 9,8 milliards de francs maliens ; la Somiex (Société malienne d'import-export) et Air Mali enregistrent à elles seules plus de 75 % de ce déficit. Un plan de réorganisation du secteur d'Etat a été adopté par le gouvernement malien en 1982. Celui-ci prévoit la classification des sociétés d'Etat en 3 groupes, pour lesquelles, selon la gravité de la situation, l'une des trois mesures suivantes serait adoptée : maintien dans le secteur public après restructuration, privatisation ou liquidation pure et simple. Le gouvernement malien tarde cependant à mettre en oeuvre ces mesures, en raison des conséquences sociales qu'elles pourraient avoir :

. Quelle que soit la solution retenue (restructuration, privatisation ou liquidation), la réorganisation du secteur public se traduira par une réduction des effectifs employés. Dans un pays où le nombre de salariés est faible, et où les syndicats ont un rôle important, une telle mesure ne pourrait qu'être impopulaire, d'autant qu'elle s'ajouterait à la politique de limitation des effectifs de la fonction publique, déjà engagée. Le gouvernement envisage donc de mettre en place un "fonds de reconversion sociale", qui pourrait aider à la reconversion dans le secteur privé des licenciés du secteur d'Etat. Restent encore à trouver les financements pour la mise en place d'un tel fonds.

. Une meilleure gestion de l'ensemble de ces entreprises implique la fixation de prix de vente et de tarifs couvrant au moins les coûts de production, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Toute augmentation des prix ou tarifs risquerait en outre de renforcer une pression sociale, déjà forte.

Malgré ces difficultés, certaines mesures ont déjà été prises : la Somiex s'est vu privée du monopole absolu du commerce extérieur qu'elle détenait jusqu'alors, pour voir son rôle réduit à certains produits de première nécessité : la Société Air-Mali est en cours de réorganisation, et ses effectifs sont réduits.

4. LES ECHANGES EXTERIEURS

La balance commerciale du Mali s'est améliorée en 1983, sous l'effet d'une croissance plus rapide des exportations (+ 29 %) par rapport aux importations. Le coton avec 54 milliards de FM, reste la première recette d'exportation du Mali (44 % du total des recettes d'exportation). La reconstitution du cheptel après la grande sécheresse a permis une reprise des exportations de bétail, qui représentent désormais, avec 43 milliards de francs maliens près de 35 % des recettes d'exportation. Dans le même temps, les exportations d'arachide continuent à diminuer (mais pour compenser, versement au titre du Stabex de 3,6 M d'écus en 1983), suivant en cela l'évolution défavorable de la production (43 900 tonnes en 1983, contre 91 000 tonnes en 1982). Coton et bétail représentent ainsi à eux deux plus de 78 % des recettes d'exportation du pays. Cette croissance des exportations demeure pourtant fragile, et la sécheresse persistante en 1984 risque de remettre en cause les bons résultats de 1983 en matière d'élevage.

Les produits alimentaires et les produits pétroliers représentent 42 % du total des importations. La part des produits pétroliers reste stable, alors que les importations alimentaires diminuent de 22 % par rapport à 1982. Les biens d'équipement constituent, cette année encore, le principal poste d'importations.

5. ENDETTEMENT, BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution prévisible du service de la dette à l'horizon 1987 est inquiétante. Selon les données disponibles celui-ci passerait de 46,2 millions de \$ en 1983 à 67,3 millions de \$ en 1987. Une telle évolution ne peut qu'amener le Mali à demander le rééchelonnement de sa dette publique. Une telle procédure a été engagée avec les bailleurs de fonds arabes au début de 1984. A l'heure actuelle le montant global de la dette malienne, ainsi que son évolution future sont relativement mal connus. Le renforcement du rôle de la Caisse Autonome d'Amortissement devrait permettre d'en avoir une connaissance plus approfondie.

6. FINANCES PUBLIQUES

En décembre 1983, le déficit des opérations consolidées de l'Etat a été ramené à 9,1 milliards de francs maliens, soit moins de 1,5 % du P.I.B. Cette évolution est très favorable, puisque, en 1981, le déficit s'élevait à 14 milliards de FM, soit 3,5 % du P.I.B. En 1983, les recettes budgétaires ont progressé plus vite que les dépenses : + 7,4 % pour les recettes, + 6,9 % pour les dépenses, ce qui explique la réduction du déficit budgétaire. La progression des dépenses de personnel est faible, compte-tenu du blocage des salaires, en vigueur depuis 1980, et ce théoriquement jusqu'en mai 1985, dans le cadre du nouvel accord avec le F.M.I.

En ce qui concerne les arriérés de paiements du trésor, la réduction est sensible par rapport à 1982 :

. les arriérés de paiements extérieurs passent de 3,58 milliards de FM fin 1982 à 1,97 milliard de FM fin 1983.

. les arriérés de paiements intérieurs passent de 13,49 milliards de FM fin 1982 à 3,4 milliards de FM fin 1983.

Cependant, cette réduction ne porte que sur les arriérés de paiements officiellement comptabilisés, et l'on peut craindre que des arriérés de paiements non comptabilisés aient pu être constitués.

Pour 1984, le déficit global devrait ne pas dépasser 6,5 milliards de FM, en poursuivant l'effort entrepris pour développer les recettes, et en limitant encore plus la progression des dépenses, en particulier les dépenses de personnel. A cette fin, le recrutement dans la fonction publique ne sera plus automatique pour les nouveaux diplômés, mais sera assujéti à la réussite à un concours. Le premier concours d'entrée à la fonction publique a été organisé en décembre 1983. On peut craindre cependant que les objectifs budgétaires fixés pour 1984 ne soient difficiles à tenir, en raison d'une pression sociale forte liée au nombre important de jeunes diplômés arrivant chaque année sur le marché du travail, et aux tendances inflationnistes consécutives à l'adhésion du Mali à l'U.M.O.A. (cf. infra).

7. LES CONSEQUENCES DE L'ADHESION DU MALI A L'U.M.O.A.(1)

Le Mali a officiellement adhéré à l'U.M.O.A. le 17 février 1984, et cette adhésion est devenue effective au 1^o juin 1984. Cette adhésion a eu trois conséquences directes :

. le remplacement du franc malien par le franc CFA, qui sera définitivement achevé au 1^o septembre 1984.

. la transformation de la Banque Centrale du Mali en agence de la B.C.E.A.O.

. l'obligation pour le Mali de respecter les règles de la B.C.E.A.O. en matière de monnaie et de crédit.

(1) Union Monétaire Ouest Africaine.

Lors de son adhésion à l'U.M.O.A.; le compte d'opération du Mali auprès du Trésor français était débiteur de l'ordre de 1,5 milliard de FF, solde dont la France a accepté la consolidation à des conditions avantageuses (faible taux d'intérêt, période de différé...).

L'introduction du F. CFA au Mali risque cependant d'avoir des effets inflationnistes, d'un double point de vue :

. Il est à craindre que les prix ne soient pas intégralement diminués de moitié, et que le changement de signe monétaire soit l'occasion, pour certains commerçants, d'augmenter leurs prix.

. Les salaires, quant à eux, sont effectivement "réduits" de moitié. Trois éléments vont alors jouer dans le sens d'une revalorisation des salaires: "l'illusion monétaire", d'une part, qui amène les salariés à s'intéresser non pas au salaire réel, mais au salaire nominal ; d'éventuelles hausses de prix consécutives au passage au F. CFA, qui entraîneraient une diminution du pouvoir d'achat des salariés ; le blocage des salaires, effectifs au Mali depuis 1980, qui pourrait amener l'Etat, sous la pression des syndicats, à augmenter ceux-ci dès le début de 1985.

Ainsi, le maintien du déficit budgétaire pour 1984 à 6,5 milliards de Francs maliens risque d'être difficile, d'autant que le F.M.I. n'est pas disposé à accepter une augmentation sensible de ce déficit.

8. CONCLUSIONS

La situation économique et financière du Mali s'est donc relativement améliorée en 1983. Cependant, cette amélioration reste précaire et peut, à tout moment, être remise en cause par une poussée de revendications à caractère social. On peut craindre en effet que les limites des politiques d'ajustement au F.M.I. soient désormais rapidement atteintes ; assainir la situation malienne implique un maintien jusqu'en 1985 de l'actuelle politique de rigueur, ce qui risque d'être générateur de tension sociale donc de mettre en cause une politique qui porte à peine ses premiers fruits.

A N N E X E S

SUPERFICIE : 1 240 710 km²

PAYS FRONTALIERS : Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mauritanie, Algérie, Niger, Haute-Volta.

POPULATION : 6 817 000 habitants (estimations 1980)

Taux de croissance annuel moyen : 2,3 %

Espérance de vie à la naissance : 38 ans

Taux brut de natalité : 5,2 %

Taux brut de mortalité : 2,5 %

Densité : 5,5 habitants au km²

MONNAIE : 1 FM = 0,01 FF

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR TETE : 700 FF. en 1980

PRODUIT INTERIEUR BRUT (milliards de FM), prix constants 1980).

<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>
504,9	559,9	553,3	566	588	600
			Primaire	28,9 %	29 %
			Secondaire	12,4 %	12 %
			Tertiaire	58,7 %	59 %

ENSEIGNEMENT

Taux de scolarisation net : 22 %

Enseignement fondamental : 335 000 élèves en 1979-1980

" secondaire : 13 600 " "

" technique : 7 800 " "

" supérieur : 5 000 " "

2 000 centres d'alphabétisation fonctionnelle pour 100 000 paysans.

EMPLOIS

Emplois salariés (1980) : 150 000

AGRICULTURE

PRODUCTION (milliers t.)	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84
Mil , Sorgho, Maïs	1 007,1	727,0	930,8	900,7	802,4
Paddy	165,0	164,9	175,6	134,0	141,0
Coton	150,5	110,4	96,5	127,6	138,2
Arachides (coques)	118,0	91,5	91,9	48,3	20,0
Sucre	17,0	18,1	11,7	6,0	

Source : Banque Centrale du Mali

ECHANGES COMMERCIAUX

Milliards de FM

	1979	1980	1981	1982	1983
<u>EXPORTATIONS FOB</u>	<u>62,7</u>	<u>86,6</u>	<u>83,5</u>	<u>95,8</u>	<u>124,0</u>
dont coton	33,9	43,5	32,7	35,8	54,0
élevage	15,1	25,1	27,9	34,1	43,0
arachide	2,9	2,0	4,9	1,7	1,0
<u>IMPORTATIONS CAF</u>	<u>148,0</u>	<u>186,1</u>	<u>209,2</u>	<u>218,4</u>	<u>239,0</u>
dont produits alimentaires	20,4	33,3	45,5	60,0	47,0
" pétroliers	23,6	35,0	39,8	45,6	45,0
équipement	68,2	73,5	85,0	92,0	92,0
<u>DEFICIT</u>	<u>-85,3</u>	<u>-97,3</u>	<u>-125,4</u>	<u>-122,6</u>	<u>-115,0</u>

Source : Banque Centrale du Mali et Douanes

BALANCE DES PAIEMENTS

Milliards de FM

Exportations FOB	62,7	86,6	83,8	+95,8	+124
Importations FOB	-106,8	-130,3	-146,4	-154,0	-169
<u>BALANCE MARCHANDISES</u>	<u>-44,1</u>	<u>-43,7</u>	<u>-62,6</u>	<u>-58,2</u>	<u>-45,0</u>
Services nets	-58,6	-60,2	-74,8	-91,3	-117,6
Transferts nets	+61,5	+50,3	+75,7	+80,1	+98,0
<u>BALANCE OPERATIONS COURANTES</u>	<u>-41,2</u>	<u>-65,7</u>	<u>-61,7</u>	<u>-69,4</u>	<u>-64,6</u>
Capitaux nets	+35,9	+58,5	+50,4	+67,7	+67,6
<u>SOLDE GLOBAL</u>	<u>-4,3</u>	<u>-5,1</u>	<u>-9,6</u>	<u>-1,7</u>	<u>+3,0</u>

AIDES EXTERIEURES

Milliards de FM

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Aide projets		90,1	91,1	90,5	101,1	
Aide budgétaire		16,5	13,4	16,1	14,5	
Aide alimentaire		3,5	7,5	12,9	22,3	
TOTAL		110,1	112,0	119,5	137,9	

BUDGET

Milliards de FM

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Recettes ordinaires	54,9	59,4	72,93	78,37	85,6	94,1
Dépenses de fonctionnement	68,9	79,35	83,23	88,26	95,1	100,6
dont budget général	62,6	72,80	75,91	76,52	83,2	
budgets régionaux	6,3	6,55	7,32	7,95	8,84	
Dépenses d'équipement	3,6	2,0	3,59	3,79	3,2	
Déficit	-17,6	-19,95	-10,30	-9,89	-9,57	-6,5

Source : FMI, Ministère des Finances

DETTE PUBLIQUE

Millions de \$ US, fin de période

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Engagements totaux		888,7	900,6	960,0		
Service de la dette		26,9	42,1	44,5	46,2	
dont principal		10,2	17,0	12,1		
intérêts		4,5	6,4	9,5		
comptes d'opérations		12,2	23,4	22,9		

MONNAIE - CREDIT

Milliards de FM

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Avoirs extérieurs nets	-100,3	-105,1	-114,7	-137,3	-150,2	
Créances sur l'Etat	109,2	111,9	117,8	147,1	171,7	
Créances sur l'économie	152,2	164,0	174,7	190,0	203,3	
Masse monétaire	136,1	144,4	148,5	165,4	187,5	
dont : monnaie fiduciaire	76,3	81,2	81,8	90,0	100,3	
monnaie scripturale	59,8	63,2	66,7	75,4	87,2	